

9. Article 10 est remplacé par le texte suivant :

« Article 10. Les articles 8 et 9 ne sont applicables lorsque les Etats membres s'acquittent de leurs obligations découlant des directives et des règlements communautaires; cela vaut également pour les engagements découlant d'un accord international qui ont pour effet l'adoption de spécifications techniques uniformes dans la Communauté »

10 A l'article 11, l'alinéa suivant est ajouté :

« La Commission fait rapport tous les ans au Parlement européen sur les résultats de l'application de la présente directive. »

Art. 2. 1. Les Etats membres prennent les mesures nécessaires pour se conformer à la présente directive au plus tard le 1er janvier 1989. Ils en informent immédiatement la Commission.

2. Les Etats membres veillent à communiquer à la Commission le texte des dispositions essentielles de droit interne qu'ils adoptent dans le domaine régi par la présente directive.

Art. 3. Les Etats membres sont destinataires de la présente directive

Fait à Bruxelles, le 22 mars 1988.

Pour le Conseil :

Le président,

M. Bangemann.

9. Artikel 10 wordt vervangen door :

« Artikel 10. De artikelen 8 en 9 zijn niet van toepassing wanneer de Lid-Staten voldoen aan hun verplichtingen die voortvloeien uit communautaire richtlijnen en verordeningen; dit geldt eveneens voor de verbintenissen die voortvloeien uit een internationale overeenkomst die aan de aanneming van uniforme technische specificaties in de Gemeenschap tot gevolg hebben. »

10. Aan artikel 11 wordt de volgende alinea toegevoegd :

« De Commissie brengt het Europese Parlement jaarlijks verslag uit over de resultaten van de toepassing van de onderhavige richtlijn. »

Art. 2. 1. De Lid-Staten treffen de nodige maatregelen om uiterlijk op 1 januari 1989 aan deze richtlijn te voldoen. Zij stellen de Commissie daarvan onverwijld in kennis.

2. De Lid-Staten delen de Commissie de tekst van alle belangrijke bepalingen van intern recht mede, die zij op het onder deze richtlijn vallende gebied vaststellen.

Art. 3. Deze Richtlijn is gericht tot de Lid-Staten.

Gedaan te Brussel, 22 maart 1988.

Voor de Raad :

De voorzitter,

M. Bangemann.

F. 89 — 238 (88 — 2242)

21 DECEMBRE 1988. — Arrêté ministériel modifiant l'arrêté ministériel du 8 février 1983 réglementant les prix des médicaments vendus dans les établissements hospitaliers. — Errata

Au *Moniteur belge* n° 247 du 28 décembre 1988, page 17755, il y a lieu de lire à l'article 1^{er}, dans le texte français : « délivrées aux patients hospitalisés » au lieu de : « délivrés aux patients hospitalisés ».

Dans le même article, texte français, une virgule doit être placée entre les mots « du producteur » et « de l'importateur ».

Dans le même article, les chiffres « 1988 » doivent être remplacés par les chiffres « 1969 » dans les textes français et néerlandais.

N. 89 — 238 (88 — 2242)

21 DECEMBER 1988. — Ministerieel besluit tot wijziging van het ministerieel besluit van 8 februari 1983 tot reglementering der prijzen van de geneesmiddelen verkocht in verpleeginrichtingen. — Errata

In het *Belgisch Staatsblad* nr. 247 van 28 december 1988, bladzijde 17755, dient in artikel 1, in de Franse tekst, gelezen te worden : « délivrées aux patients hospitalisés » in plaats van : « délivrés aux patients hospitalisés ».

In hetzelfde artikel, Franse tekst, dient een komma geplaatst te worden tussen de woorden « du producteur » en « de l'importateur ».

In hetzelfde artikel, dienen de cijfers « 1988 » vervangen te worden door de cijfers « 1969 », in de Nederlandse en Franse teksten.

MINISTÈRE DE LA JUSTICE

F. 89 — 239

24 JANVIER 1989. — Arrêté royal fixant le règlement particulier du tribunal de commerce de Gand

BAUDOIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu le Code judiciaire, notamment l'article 84, les articles 85 et 88, modifiés par la loi du 15 juillet 1970, les articles 89 et 90, l'article 91, remplacé par la loi du 25 juillet 1985, l'article 92, modifié par les lois des 28 juin 1974 et 25 juillet 1985 et les articles 93 à 97;

Vu les avis du premier président de la Cour d'appel de Gand, du premier président de la Cour du travail de Gand, du procureur général à Gand, du président du tribunal de commerce de Gand, du procureur du Roi à Gand, du greffier en chef du tribunal de commerce de Gand et du bâtonnier de l'Ordre des avocats de Gand;

Sur la proposition de Notre Ministre de la Justice,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le tribunal de commerce de Gand comprend six chambres.

Art. 2. Les attributions de ces chambres sont les suivantes :

1^o chambre : l'introduction des causes, la distribution de ces causes entre les autres chambres, l'instruction des causes qui n'appellent que des débats succincts, des demandes en déclaration

MINISTERIE VAN JUSTITIE

N. 89 — 239

24 JANUARI 1989. — Koninklijk besluit tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de rechtbank van koophandel te Gent

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op het Gerechtelijk Wetboek, inzonderheid op artikel 84, op de artikelen 85 en 88, gewijzigd bij de wet van 15 juli 1970, op de artikelen 89 en 90, op artikel 91, vervangen bij de wet van 25 juli 1985, op artikel 92, gewijzigd bij de wetten van 28 juni 1974 en 25 juli 1985 en op de artikelen 93 tot 97;

Gelet op de adviezen van de eerste voorzitter van het Hof van beroep te Gent, van de eerste voorzitter van het Arbeidshof te Gent, van de procureur-generaal te Gent, van de voorzitter van de rechtbank van koophandel te Gent, van de procureur des Konings te Gent, van de hoofdgriffier van de rechtbank van koophandel te Gent en van de stafhouder van de Orde van advocaten te Gent;

Op de voordracht van Onze Minister van Justitie,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. De rechtbank van koophandel te Gent bestaat uit zes kamers.

Art. 2. De bevoegdheden van de kamers zijn verdeeld als volgt :

1^o kamer : de inleiding van de zaken, de toewijzing ervan aan de andere kamers, de behandeling van de zaken die slechts korte debatten vergen, de behandeling van de vorderingen in faillietver-

de faillite et des requêtes en obtention de concordat judiciaire, les prestations de serment des peseurs, des jaugeurs ou mesureurs jurés en matière maritime et fluviale, des commissaires maritimes et des réviseurs d'entreprise;

2^o chambre : les appels de justice de paix, l'instruction des causes ordinaires confiées par la première chambre, l'instruction des causes en matière de faillites et de concordats judiciaires prononcés par, confiés à ou introduits près de cette chambre;

3^o chambre : l'instruction des causes en matière maritime et fluviale et de transport de marchandises par route, l'instruction des causes en matière de faillites et de concordats judiciaires prononcés par, confiés à ou introduits près de cette chambre;

4^o chambre : l'instruction des causes ordinaires confiées par la première chambre, l'instruction des causes en matière de faillites et de concordats judiciaires prononcés par, confiés à ou introduits près de cette chambre;

5^o chambre : l'instruction des causes ordinaires confiées par la première chambre, l'instruction des causes en matière de faillites et de concordats judiciaires prononcés par, confiés à ou introduits près de cette chambre;

6^o chambre : l'instruction des causes ordinaires confiées par la première chambre, l'instruction des causes en matière de faillites et de concordats judiciaires prononcés par, confiés à ou introduits près de cette chambre.

Art. 3. Les audiences commencent à 10 heures, à l'exception des audiences des référés et de celles selon les formes du référé qui commencent à 11 heures et de celles du bureau d'assistance judiciaire et de la chambre de conciliation qui commencent à 9 heures.

La durée des audiences est de trois heures au moins, non compris le règlement du rôle et la prononciation des jugements.

Art. 4. Les jours des audiences sont fixés comme suit :

- 1^o chambre : le vendredi (rez-de-chaussée);
- 2^o chambre : le lundi (rez-de-chaussée);
- 3^o chambre : le mardi (rez-de-chaussée);
- 4^o chambre : le mercredi (rez-de-chaussée);
- 5^o chambre : le jeudi (rez-de-chaussée);
- 6^o chambre : le jeudi (premier étage).

Art. 5. L'introduction et l'instruction des référés se font le mardi, mercredi, jeudi et vendredi.

L'introduction et l'instruction des causes selon les formes du référé relatives à la loi du 14 juillet 1971 sur les pratiques de commerce se font le lundi.

Le bureau d'assistance judiciaire siège le jeudi.

La chambre de conciliation siège le troisième mercredi du mois.

Art. 6. Les chambres peuvent, selon les besoins du service, tenir des audiences extraordinaires dont elles fixent elles-mêmes les jours et les heures, avec l'accord du président du tribunal.

Art. 7. Le président du tribunal peut aussi, lorsque les besoins du service l'exigent, et après avoir pris l'avis du procureur du Roi, décider de faire tenir par une ou plusieurs chambres, des audiences supplémentaires dont il fixe les jours et les heures.

Art. 8. Le président peut, en outre, après pris l'avis du procureur du Roi, modifier temporairement le nombre et les attributions des chambres.

Dans ce cas, comme dans celui qui est prévu à l'article 7, son ordonnance est affichée au greffe et le premier président de la Cour d'appel en est immédiatement informé.

Art. 9. Pendant les vacances judiciaires, les jours des audiences de vacations sont fixés comme suit :

- le deuxième vendredi de juillet;
- le premier vendredi d'août;
- le troisième vendredi d'août.

Les audiences de vacations commencent à 10 heures.

Le président du tribunal peut, en tout temps, modifier ce tableau en raison des nécessités du service.

Art. 10. L'arrêté royal du 30 octobre 1970 fixant le règlement particulier du tribunal de commerce de Gand est abrogé.

klaringen en van de aanvragen tot het bekomen van een gerechtelijk akkoord, de beëdiging van wegers, scheepsmeters of meters voor zee- en binnenschepen, waterschouten en bedrijfsrevisoren;

2^o kamer : hoger beroep tegen de beslissingen van de vrede-rechter, de behandeling van gewone zaken haar toegewezen door de eerste kamer, de behandeling van zaken met betrekking tot faillissementen en gerechtelijke akkoorden, uitgesproken door, toegewezen aan of ingediend bij deze kamer;

3^o kamer : de behandeling van vorderingen inzake zee- en binnenvaart en vervoer van goederen over de weg, de behandeling van zaken met betrekking tot faillissementen en gerechtelijke akkoorden uitgesproken door, toegewezen aan of ingediend bij deze kamer;

4^o kamer : de behandeling van gewone zaken haar toegewezen door de eerste kamer en zaken met betrekking tot faillissementen en gerechtelijke akkoorden, uitgesproken door, toegewezen aan of ingediend bij deze kamer;

5^o kamer : de behandeling van gewone zaken haar toegewezen door de eerste kamer en van zaken met betrekking tot faillissementen en gerechtelijke akkoorden, uitgesproken door, toegewezen aan of ingediend bij deze kamer;

6^o kamer : de behandeling van gewone zaken haar toegewezen door de eerste kamer en van zaken met betrekking tot faillissementen en gerechtelijke akkoorden, uitgesproken door, toegewezen aan of ingediend bij deze kamer.

Art. 3. De terechtzittingen vangen aan om 10 uur, behalve de zittingen in kort geding en op de wijze van het kort geding welke om 11 uur aanvangen, de zittingen van het bureau voor rechtsbijstand en de zittingen van de verzoeningskamer welke om 9 uur aanvangen.

De terechtzittingen duren ten minste drie uren, rolregeling en uitspraak van vonnissen niet inbegrepen.

Art. 4. De dagen van de terechtzittingen worden vastgesteld als volgt :

- 1^o kamer : op vrijdag (gelijkvloers);
- 2^o kamer : op maandag (gelijkvloers);
- 3^o kamer : op dinsdag (gelijkvloers);
- 4^o kamer : op woensdag (gelijkvloers);
- 5^o kamer : op donderdag (gelijkvloers);
- 6^o kamer : op donderdag (eerste verdieping).

Art. 5. De inleiding en de behandeling van de zaken in kort geding geschieden op dinsdag, woensdag, donderdag en vrijdag.

De inleiding en de behandeling van de zaken op de wijze van het kort geding ingevolge de wet van 14 juli 1971 betreffende de handelspraktijken geschieden op maandag.

Het bureau voor rechtsbijstand houdt zitting op donderdag.

De verzoeningskamer houdt zitting op de derde woensdag van de maand.

Art. 6. De kamers kunnen, naargelang de behoeften van de dienst, buitengewone terechtzittingen houden waarvan zij zelf de dagen en de uren bepalen in overeenstemming met de voorzitter van de rechtbank.

Art. 7. Indien de behoeften van de dienst het vergen kan de voorzitter van de rechtbank, na het advies van de procureur des Konings te hebben ingewonnen, beslissen dat één of meer kamers bijkomende terechtzittingen zullen houden op de dagen en de uren die hij vaststelt.

Art. 8. De voorzitter van de rechtbank kan ook, na het advies van de procureur des Konings te hebben ingewonnen, voorlopig het aantal en bevoegdheden van de kamers wijzigen.

In dit geval, alsmede in het geval van artikel 7, wordt zijn beschikking ter griffie aangeplakt en onmiddellijk ter kennis gebracht van de eerste voorzitter van het Hof van beroep.

Art. 9. Tijdens de gerechtelijke vakantie worden de dagen van de vakantiezittingen vastgesteld als volgt :

- de tweede vrijdag van juli;
- de eerste vrijdag van augustus;
- de derde vrijdag van augustus.

De vakantiezittingen vangen aan om 10 uur.

De voorzitter van de rechtbank kan te allen tijde de dienstregeling van de vakantiezittingen wegens de behoeften van de dienst wijzigen.

Art. 10. Het koninklijk besluit van 30 oktober 1970 tot vaststelling van het bijzonder reglement voor de rechtbank van koophandel te Gent wordt opgeheven.

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} février 1989.

Art. 12. Notre Ministre de la Justice est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 24 janvier 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre de la Justice,
M. WATHELET

MINISTERE DES FINANCES

F. 89 — 240

17 JANVIER 1989. — Arrêté royal fixant conformément à l'article 15, § 3, de la loi du 7 décembre 1988 portant réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre, un montant maximum pour la déduction des frais de garde d'enfants (1)

BAUDOUIN, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 7 décembre 1988 portant réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre, notamment l'article 15, § 3;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1^{er}, modifié par la loi du 9 août 1980;

Vu l'urgence;

Considérant :

— qu'il convient d'éviter que la mesure nouvelle de déduction à concurrence de 80 p.c. des frais de garde d'enfants n'excède les possibilités budgétaires actuelles;

— que la mesure en cause étant applicable à partir de l'exercice 1990, revenus de l'année 1989, il importe que les contribuables concernés soient informés le plus rapidement possible des limites mises à la déduction;

— que le présent arrêté doit dès lors être pris sans retard pour pouvoir être publié dans les meilleurs délais;

Sur la proposition de Notre Ministre des Finances et de Notre Secrétaire d'Etat aux Finances, et de l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

Article 1^{er}. Le montant maximum déductible des dépenses visées à l'article 15 de la loi du 7 décembre 1988 portant réforme de l'impôt sur les revenus et modification des taxes assimilées au timbre, est fixé, après application de la limitation à 80 p.c., à 345 francs par jour de garde et par enfant.

Art. 2. Le présent arrêté est applicable à partir de l'exercice d'imposition 1990.

Art. 3. Notre Ministre des Finances et Notre Secrétaire d'Etat aux Finances sont, chacun en ce qui le concerne, chargés de l'exécution du présent arrêté.

Donné à Bruxelles, le 17 janvier 1989.

BAUDOUIN

Par le Roi :
Le Ministre des Finances,
Ph. MAYSTADT

Le Secrétaire d'Etat aux Finances,
Mme W. DEMEESTER-DE MEYER

(1) Références au *Moniteur belge* :

Loi du 7 décembre 1988, *Moniteur belge* du 16 décembre 1988.

Lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées par arrêté royal du 12 janvier 1973, *Moniteur belge* du 21 mars 1973.

Loi ordinaire de réformes institutionnelles du 9 août 1980, *Moniteur belge* du 15 août 1980.

Art. 11. Dit besluit treedt in werking op 1 februari 1989.

Art. 12. Onze Minister van Justitie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 24 januari 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Justitie,
M. WATHELET

MINISTERIE VAN FINANCIËN

N. 89 — 240

17 JANUARI 1989. — Koninklijk besluit tot bepaling, overeenkomstig artikel 15, § 3, van de wet van 7 december 1988 houdende hervorming van de inkomstenbelasting en wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen, van een maximumbedrag voor de aftrek van de uitgaven voor oppas van kinderen (1)

BOUDEWIJN, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 7 december 1988 houdende hervorming van de inkomstenbelasting en wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen, inzonderheid op artikel 15, § 3;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, gewijzigd bij de wet van 9 augustus 1980;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid;

Overwegende :

— dat moet worden vermeden dat de nieuwe maatregel tot aftrek, tot een beloop van 80 pct. van de uitgaven voor de oppas van kinderen de huidige budgettaire mogelijkheden zou te boven gaan;

— dat de beoogde maatregel van toepassing is met ingang van het aanslagjaar 1990, inkomsten van het jaar 1989, en dat de betrokken belastingplichtigen dus zo snel mogelijk moeten worden ingelicht van de aan de aftrek gestelde grenzen;

— dat dit besluit dus onverwijld moet worden getroffen om zo snel mogelijk te kunnen worden bekendgemaakt;

Op de voordracht van Onze Minister van Financiën en van Onze Staatssecretaris voor Financiën, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

Artikel 1. Het maximumbedrag van de aftrek van de uitgaven bedoeld in artikel 15 van de wet van 7 december 1988 houdende hervorming van de inkomstenbelasting en wijziging van de met het zegel gelijkgestelde taksen, is, na toepassing van de beperking tot 80 pct., bepaald op 345 frank per oppasdag en per kind.

Art. 2. Dit besluit is van toepassing met ingang van het aanslagjaar 1990.

Art. 3. Onze Minister van Financiën en Onze Staatssecretaris voor Financiën zijn, ieder wat hem betreft, belast met de uitvoering van dit besluit.

Gegeven te Brussel, 17 januari 1989.

BOUDEWIJN

Van Koningswege :
De Minister van Financiën,
Ph. MAYSTADT
De Staatssecretaris voor Financiën,
Mevr. W. DEMEESTER-DE MEYER

(1) Verwijzingen naar het *Belgisch Staatsblad* :

Wet van 7 december 1988, *Belgisch Staatsblad* van 16 december 1988.

Wetten op de Raad van State, gecoördineerd bij koninklijk besluit van 12 januari 1973, *Belgisch Staatsblad* van 21 maart 1973.

Gewone wet van 9 augustus 1980 tot hervorming der instellingen, *Belgisch Staatsblad* van 15 augustus 1980.